



La rivière Athabasca (ici en février). C'est par cette veine immense et ses affluents que les infrastructures pétrolières installées au cœur de l'Alberta contaminent les populations riveraines du nord de la province.

PHOTOS : SAMUEL BOLLENDORFF
POUR « LE MONDE »

5/7
La province canadienne, qui assure au pays une immense manne pétrolière, est souillée et défigurée par l'exploitation des sables bitumineux

En Alberta, le poison de l'or noir



PROVINCE D'ALBERTA (CANADA) - envoyé spécial

A la sortie du long virage qui laisse entrevoir les premiers chalets de Fort Chipewyan, un panneau invite tout individu témoin d'un crime à contacter la cellule téléphonique mise à disposition par la police. La localité de 900 âmes du nord de l'Alberta, accessible par la route seulement quelques semaines par an, lorsque le froid est si mordant qu'il fige le lit des rivières en une glace suffisamment épaisse pour laisser circuler les véhicules, n'a pourtant pas le profil d'une cité de la peur. Ses habitants sont d'ailleurs bien incapables de se remémorer le moindre acte criminel commis ces dernières années dans le village peuplé de Premières Nations Mikisew Cree et Athabasca Chipewyan, deux groupes amérindiens parmi les cinquante composantes autochtones du Canada.

La population de « Fort Chip », pourtant, débute la journée avec la boule au ventre, redoutant de tomber malade et inquiète pour l'avenir du lac dont la rive méridionale domine le panorama. Au milieu de l'hiver, seules quelques taches sombres rompent la monotonie de cette ligne d'horizon d'un blanc

infini : elles signalent les îlots sur lesquels la végétation émerge du manteau neigeux.

D'une superficie de près de 8 000 km², le lac est de loin la plus grande retenue d'eau d'Alberta et de l'Etat voisin du Saskatchewan. Il est aussi la principale source de subsistance pour les populations amérindiennes, habituées depuis toujours à pêcher le grand brochet et le doré jaune dans l'Athabasca, à traquer le caribou, l'élan ou le bison dans les forêts alentour et à récolter des baies dans la nature environnante. Un mode de vie ancestral qui semble de moins en moins compatible avec une autre histoire albertaine, débutée celle-là vers la fin des années 1960, celle de l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux.

« On ne fait que survivre au jour le jour, maugrée Ray Ladouceur, un pêcheur de 76 ans. Depuis plus d'un demi-siècle, je vis du produit de ma pêche. Quand les entreprises minières ont commencé à déverser leurs eaux usées dans la rivière Athabasca, qui se jette dans le lac, elles ont contaminé le poisson. Aujourd'hui, l'eau est polluée et le gouvernement a dû interdire la commercialisation de la pêche. » « Jusqu'où irons-nous, nous, les êtres humains, dans la destruction de toute chose ? », s'interroge le vieil homme avant de confier avoir perdu une quinzaine de membres de sa famille, victimes de cancers. Les

rejets industriels qui affectent l'air, l'eau et le sol en seraient la cause.

Infirmière au centre de santé, Jane Lepine recense de plus en plus de cas de cancers de l'estomac, du poumon ou du foie, de diabète, de pathologies neurodégénératives, « parmi la population adulte, mais également chez les enfants de Fort Chipewyan ». « Cet endroit est une décharge publique de substances contaminantes, se désole l'infirmière, pour qui la prévalence de ces maladies ne peut être dissociée des émissions des activités pétrolières. Malheureusement, on manque de données sanitaires qui confirmeraient nos craintes. » Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté l'autorité de santé de la province, Health Alberta, et son équivalent fédéral, Health Canada, qui a compétence pour agir dans les réserves indiennes dont fait partie le territoire de Fort Chipewyan.

« SE FAIRE SOIGNER COÛTE TRÈS CHER ICI »

Mais jusqu'à présent, les questions de la population locale n'ont reçu que des réponses très parcellaires. Cette quête de vérité obsède aussi John O'Connor. Ce médecin irlandais est arrivé au Canada il y a trente ans pour y remplacer un collègue européen ; il a fini par s'installer à demeure à Fort McMurray, la grande agglomération du nord de l'Alberta. Depuis 2000, lorsque plusieurs familles lui ont demandé d'y assurer quelques consultations hebdomadaires, le praticien s'intéresse au sort du village. « Je suivais déjà d'autres populations indiennes, mais pas Fort Chip, qui a la particularité d'être une communauté très isolée et condamnée à vivre en autosuffisance, explique John O'Connor. La route hivernale n'est ouverte que deux mois par an. Le reste du temps, il faut prendre l'avion pour aller se faire soigner à Fort McMurray, mais ça coûte très cher. »

Au gré de ses allers et venues, le médecin accumule les témoignages. « Les discussions tournaient beaucoup autour des changements de l'environnement, comme la raréfaction du nombre d'oiseaux, la mauvaise qualité de la viande issue de la chasse, les différences constatées sur certains poissons... avec une préoccupation centrale, la qualité de l'eau du lac, décrit le praticien. J'ai observé ensuite des pathologies que je n'aurais jamais pensé identifier parmi une population d'un millier de personnes, par exemple plusieurs cas de cancers des voies biliaires, une maladie qui touche en temps normal un individu sur 100 000. » Il en informe les chefs des Premières Nations, interroge ses collègues médecins à Fort McMurray puis interpelle, en 2005, les autorités de santé. Sans réponse de ces dernières.

LIRE LA SUITE PAGE 14